

DIFFICILEMENT ACCESSIBLES SANS ÊTRE EXCLUS EQUAL PROPOSE UN SOUTIEN AUX ENTREPRISES CRÉÉES PAR DES GROUPES DIFFICILES D'ACCÈS

Encourager l'esprit et la création d'entreprise chez les personnes défavorisées

Les femmes sont environ deux fois moins nombreuses que les hommes à créer leur propre entreprise,^[1] et le pourcentage d'indépendants/entrepreneurs parmi les jeunes et les minorités ethniques^[2] est inférieur à celui observé dans la population générale. Par ailleurs, certains États membres font état de taux de création d'entreprise 10 fois plus faibles dans leurs régions les moins performantes que dans leurs régions les plus productives.^[3]

Si ces possibilités ne sont pas exploitées au sein de ces groupes,^[4] c'est entre autres parce que les risques de perte de revenus (allocations sociales, travail temporaire ou non déclaré) inhérents à la création d'entreprise s'avèrent souvent supérieurs aux gains escomptés, surtout lorsque ces personnes défavorisées ont des charges de famille ou que leur situation juridique est particulièrement précaire (par exemple lorsqu'ils viennent d'arriver en Europe).

Les organismes de soutien aux entreprises peuvent pourtant se révéler utiles pour ces groupes, puisqu'ils permettent de maîtriser, voire de réduire le risque. Malheureusement, ces organismes sont souvent insuffisamment informés des besoins économiques et professionnels des personnes victimes de discriminations sur le marché du travail. De plus, les entreprises d'économie sociale sont rarement en contact avec ces organismes et services de soutien aux entrepreneurs. Les groupes défavorisés et les entreprises d'économie sociale ne bénéficient donc que rarement d'un accompagnement approprié de la part des organismes de soutien aux entreprises.

En outre, les entrepreneurs potentiels issus des groupes défavorisés hésitent à faire confiance aux organismes traditionnels de soutien aux entreprises, auxquels ils ne s'identifient pas. Par ailleurs, n'ayant que peu de modèles ou de contacts parmi leurs pairs avec des entrepreneurs qui ont réussi, ils ne perçoivent pas correctement les risques liés à la création d'une entreprise.

L'UE promet un engagement à long terme en faveur du développement des petites entreprises

Au travers du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE), l'UE joue un rôle clé dans l'élaboration d'approches de soutien aux entreprises^[5] en Europe. Un tiers environ du budget total de l'UE affecté aux PME va aux différentes formes de soutien aux entreprises.⁵ Pour sa part, le FSE consacre environ 8 milliards d'€ (soit 14 % de la totalité de son budget pour 2000-2006^[6]) à un vaste éventail de mesures axées sur le développement de l'esprit d'entreprise, la création de nouvelles entreprises («start-ups»), les réseaux d'entreprises, et la promotion des entreprises. L'UE maintiendra cet engagement financier et augmentera dans la mesure du possible cette enveloppe budgétaire. Des mesures de soutien à l'esprit d'entreprise figurent parmi les trois priorités proposées pour le FSE ainsi que dans les trois nouveaux objectifs proposés pour le FEDER pour la période 2007-2013.^[7]

Les arguments en faveur d'une intervention politique publique dans le domaine des services de soutien aux entreprises sont au nombre de trois. Tout d'abord, la stratégie européenne de l'emploi (SEE) reconnaît qu'«il sera nécessaire de créer quelque 22 millions d'emplois pour atteindre en 2010 l'objectif de taux d'emploi fixé à Lisbonne».^[8] La stratégie reconnaît que ces objectifs ne peuvent être réalisés uniquement en améliorant l'employabilité ou l'adaptabilité, notamment dans les régions «à la traîne».

Deuxièmement, le livre vert de la Commission - «*L'esprit d'entreprise en Europe - affirme que «l'esprit d'entreprise doit être largement promu, et notamment auprès des femmes et des groupes sous-représentés»*. Pour illustrer ce propos, rappelons que le Royaume-Uni affirme que le faible taux de création de nouvelles entreprises dans les quartiers urbains défavorisés se traduit par une perte annuelle de 8 milliards d'€, de 88 000 entreprises et de milliers d'emplois.^[9]

Troisièmement enfin, le livre vert sur l'esprit d'entreprise reconnaît que "les services de soutien aux entreprises semblent moins adaptés aux besoins spécifiques des minorités ethniques et des groupes défavorisés". Dans bien des cas, il est souvent plus rentable d'améliorer ces services que de maintenir ces groupes au chômage.

L'UE recommande que ces services aux entreprises tiennent compte d'une série de priorités parmi lesquelles: donner la priorité aux besoins des utilisateurs, améliorer l'accès aux groupes défavorisés et la communication, insister sur l'importance des modèles de rôle, améliorer la formation à la création d'entreprise.^[10] Des textes stipulent également que «la sensibilisation des micro-entreprises, des petites entreprises et des entreprises individuelles aux services de soutien semble être le principal défi que les prestataires de services de soutien doivent relever à l'avenir» et recommandent que «les services de soutien aux entreprises mettent l'accent sur le diagnostic initial des besoins des PME, préalablement à l'offre d'une aide».^[11] La DG Entreprises de la Commission européenne a ainsi mis au point une méthodologie pour l'analyse des besoins des PME et des lacunes concernant les services de soutien qui leur sont accessibles^[12].

Jeter des ponts entre les communautés locales et les nouvelles entreprises

Du point de vue des régions et des groupes défavorisés, des éléments clés de la réussite sont issus des approches et des mesures suivantes:

La recherche qui permet de dégager des informations précises sur le public cible.

Les organismes de services de soutien aux entreprises participant à EQUAL ont mené des travaux de recherche de grande envergure afin d'acquérir une plus grande expertise sur les besoins spécifiques en matière de soutien aux entreprises, les profils et les possibilités des groupes, régions et secteurs défavorisés (l'économie sociale). D'autres projets mettent l'accent sur l'analyse et le suivi systématiques des formes de soutien aux entreprises les plus efficaces par rapport aux groupes et contextes spécifiques.

Les résultats de ces travaux de recherche ont été directement exploités pour:

- Améliorer la qualité de la stratégie et des procédures de soutien aux entreprises prévues dans les programmes nationaux et régionaux: par exemple, le contenu des programmes; des objectifs spécifiques et des dispositions en matière de suivi qui tiennent compte des besoins des groupes spécifiques; des contrats qui stipulent le mode et la fréquence d'intervention des services spécialisés d'approche (et le moment où les services de soutien traditionnels doivent prendre le relais); et des normes de qualité pour des services spécifiques, tels que des «pépinières d'entreprises» adaptées aux femmes).
- Améliorer le fonctionnement des services de soutien - spécialisés et généraux (mainstream) - aux entreprises, en formant leur personnel à tenir compte des différences existant parmi les futurs entrepreneurs (par exemple avec des guides sur la transition dépendance-emploi indépendant, qui analysent les principaux obstacles auxquels se heurtent les personnes défavorisées et les personnes vivant de l'économie souterraine lorsqu'elles essaient de passer du stade de dépendance par rapport aux prestations sociales à l'emploi indépendant). Des comparaisons à l'échelon international ont permis de formuler, dans certains pays, une série de recommandations politiques en vue d'améliorer le système d'assistance sociale ainsi que des conseils pratiques à prendre en compte lors de l'offre de conseils aux entreprises.
- Affecter des ressources considérables aux programmes et aux dispositifs de soutien aux entreprises, axés sur les groupes sous-représentés (jusqu'à 30 % du budget consacré à la création d'entreprises).

Dans les régions ayant adopté les approches précitées, on a pu observer une augmentation du taux de création de nouvelles entreprises (start-ups) pouvant atteindre 20 %.

Stratégies d'accès aux communautés difficilement accessibles (« outreach »).

Les groupes défavorisés prennent rarement l'initiative de se rendre dans un bureau d'aide aux entreprises. Une série d'approches a donc été mise au point en vue de remédier à ce problème:

- Première approche: les bureaux sont installés au cœur des communautés difficiles d'accès, et adoptent un style attrayant pour le public cible. Ils peuvent également s'appuyer sur des réseaux de référence efficaces, tant au niveau des services sociaux que des groupes représentatifs (les groupes de jeunes). En Allemagne, un projet a calculé que l'offre d'un tel service aux jeunes coûte environ 6 000 € lorsque l'organisme est implanté en centre-ville et 8 000 € dans les régions rurales. Dans l'hypothèse d'allocations de chômage de 740 € par mois, les coûts de ce type de service sont rentabilisés après huit mois d'auto-emploi en ville et 11 mois en zone rurale. Une variante de cette approche consiste à créer des organismes mobiles dans les régions plus étendues.
- Deuxième approche: sous-traiter une partie du service - selon un modèle de type «hub and spoke» - à des agences spécialisées davantage enracinées dans les communautés aidées. Ces agences sont en effet mieux à même de prendre en charge ce groupe client, en lui fournissant des services personnalisés. Toutefois, il faudra veiller à aiguiller - au moment convenu - ces utilisateurs vers les agences de soutien classiques. Une région participant à un projet EQUAL a utilisé ce modèle pour créer 700 entreprises et 1 400 emplois au sein de communautés difficiles à atteindre.
- Troisième approche: former des ONG locales à dispenser elles-mêmes des services de conseils, en s'appuyant ici sur la relation de confiance qu'elles ont développée au sein de leur communauté. Dans certains cas, cette formation permet également à ces ONG d'acquérir des qualifications professionnelles reconnues.

Harmoniser les besoins locaux et la création d'entreprises

Les services de soutien locaux et l'économie sociale n'attendent plus que des entrepreneurs potentiels viennent les trouver avec une idée d'entreprise axée sur un marché existant. Beaucoup jouent un rôle plus proactif en créant des banques de données d'idées d'entreprises potentielles et en promouvant activement certaines niches (par exemple le tourisme rural ou des produits artisanaux particuliers). Les projets de l'économie sociale jouent souvent eux aussi ce rôle d'intermédiaire entre des besoins sociaux en attente, le secteur public et un potentiel humain non exploité. Des projets peuvent ainsi former et qualifier des immigrantes afin qu'elles puissent proposer des services de soins dans l'économie informelle, utiliser des systèmes de titres-services, ouvrir des contrats publics et promouvoir leurs services directement au sein de la communauté.

Promouvoir des modèles de rôle positifs d'entrepreneurs dans les communautés locales.

Des partenariats EQUAL ont testé avec succès des approches permettant de promouvoir des modèles de rôles positifs en:

- diffusant des brochures publicitaires, en lançant des campagnes d'affichage ainsi que des campagnes publicitaires dans les médias. Les images publicitaires montrent des entrepreneurs sûrs d'eux, dynamiques et à la mode.
- organisant des concours de création d'entreprise dans des groupes particuliers, afin de renforcer l'idée selon laquelle les entreprises sont loin d'être marginales.
- mettant en commun leurs ressources avec divers acteurs, ce qui leur a permis d'accroître leur impact et de réaliser des projets de plus grande envergure, comme des séries télévisées.

Aider les enseignants et les formateurs à développer des attitudes et des compétences entrepreneuriales.

Outre la promotion de l'esprit d'entreprise dans les écoles secondaires et les centres de formation grâce à des outils comme les jeux de simulation d'entreprise, EQUAL a également développé des outils pour les enseignants, influencé les programmes traditionnels ainsi que les instituts de formation, en se concentrant en particulier sur les groupes défavorisés.

Recommandations politiques

Les bonnes pratiques expérimentées au titre de EQUAL renforcent les orientations et les priorités politiques à l'échelon européen en se préoccupant des besoins économiques et professionnels des groupes sous-représentés. Les services de soutien aux entreprises peuvent bénéficier des mesures et des approches suivantes:

- un système de «profilage» démographique des besoins d'entreprise et de suivi démographique de l'efficacité à tous les stades du soutien d'entreprise, afin d'adapter les services aux besoins réels. Une telle mesure encourage une 'participation' accrue des groupes défavorisés et la création d'un plus grand nombre de nouvelles entreprises (start-ups). Cette approche peut être utilisée pour compléter la méthodologie existante développée par la DG Entreprises de la Commission (voir supra).
- une approche plus efficace vis-à-vis des groupes défavorisés grâce à une analyse précise des obstacles qui empêchent les personnes de sortir du processus de dépendance sociale.
- la création d'un plus grand nombre d'entreprises viables dans les communautés défavorisées en ouvrant le secteur public et privé et en associant les besoins sociaux insatisfaits et les ressources humaines inutilisées. C'est ici que l'économie sociale et ses structures de soutien peuvent généralement aller plus loin que les entreprises traditionnelles.
- changer l'état d'esprit des groupes défavorisés en augmentant la visibilité des projets réussis et en diffusant les modèles de rôles positifs. Il existe de très nombreuses possibilités de coopération nationale et transnationale dans ce domaine, tant pour les groupes défavorisés que pour l'économie sociale.

Les objectifs fixés par les responsables de l'élaboration des politiques des affaires sociales et de l'emploi pourraient être atteints plus facilement s'ils admettaient que les écoles (et les instituts de formation) sont des acteurs centraux des stratégies inclusives en faveur de l'esprit d'entreprise. L'adaptation des programmes et un soutien aux enseignants peuvent garantir que la formation à la création d'entreprise réponde également aux besoins des groupes défavorisés sur le marché de l'emploi.

Les programmes nationaux et régionaux de financement (et plus particulièrement ceux qui s'inscrivent dans les cadres politiques européens en la matière, comme la stratégie européenne de l'emploi, les Fonds structurels, la charte européenne des petites entreprises, le programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise, et le plan d'action sur l'esprit d'entreprise) qui contiennent des objectifs de création d'entreprises pourraient améliorer leur efficacité et leur efficience en assurant une meilleure coordination entre les ministères gouvernementaux compétents, les agences responsables du soutien aux entreprises et les acteurs régionaux, tels que les agences de développement et les organisations professionnelles.

Notes

[1] Global Entrepreneurship Monitor. 2002. Voir également Renforcer l'entrepreneuriat des femmes. L'initiative communautaire ADAPT et EMPLOI. Innovations n° 4. 1998

[2] Diversité et Égalité pour l'Europe. Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes. Rapport annuel 2001.

[3] Small Business and Government. The Way Forward. SBS. (Petites entreprises et gouvernement. La voie de l'avenir) Trade and Industry. 2002.

[4] Selon le troisième rapport sur la cohésion économique et sociale (un nouveau partenariat pour la cohésion sociale - CE 2004), «il résulte de ces disparités des niveaux de revenu et d'emploi dans l'Union inférieurs à ce qui pourrait être atteint, et un plus faible potentiel de croissance qui est désavantageux pour tous et non seulement pour les personnes directement concernées.»

[5] Construire une Europe entrepreneuriale. Les activités de l'Union européenne en faveur des petites et des moyennes entreprises. COM 2003 21 + 26. CE 2003.

[6] Un nouveau partenariat pour la cohésion sociale. Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale. CE. Février 2004.

[7] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (Com 2004) 495 et au Fonds social européen (COM (2004) 493.

[8] Rapport conjoint sur l'emploi 2003/2004. Commission européenne.

[9] Small Business and Government. The Way Forward. (Petites entreprises et gouvernement. La voie de l'avenir). UK Small Business Service. 2002.

[10] Les documents suivants sont des références essentielles concernant les recommandations politiques européennes dans ce domaine: Évaluation stratégie de la CE des schémas d'assistance financière aux PME; Rapport de la CE sur les services de soutien pour les micro-entreprises, les petites entreprises et les entreprises individuelles; Plan d'action de la CE sur l'esprit d'entreprise; Document de travail des services de la Commission «Créer des services de soutien aux entreprises de plus haut niveau de qualité»; Rapport de la task-force 'Emploi' présidée par Wim Kok; Rapport conjoint sur l'emploi 2003/2004.

[11] Évaluation stratégique des schémas d'assistance financière aux PME. À la demande de la DG Budget. Rapport final 2003.

[12] Services de soutien pour les micro-entreprises, les petites entreprises et les entreprises individuelles. DG Entreprises (2002).